

Choose France : sûrement pas pour son modèle social !

Le gouvernement français ouvre le huitième « sommet » de *Choose France* au Château de Versailles, ce lundi 19 mai en présence de 200 patrons de grandes entreprises internationales. Ce rendez-vous mondain pèserait cette année 20 milliards d'euros d'investissement nouveaux en France.

L'année 2025 sera faste car outre les 20 milliards promis, 17 milliards auraient déjà été engrangés au sommet de l'intelligence artificielle de Paris en février dernier précise le Ministre Lombard, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et économique. Les derniers termes sont importants car le lien entre la souveraineté industrielle et économique n'est pas très clairement lié à la volonté d'hommes d'affaires étrangers à venir ou non investir en France.

Certes la France, on le proclame fièrement, attire davantage de projets d'entreprise que ces voisins avec quelque 40.000 emplois à la clé. Mais vue de plus haut, une question naïve nous taraude : pourquoi Sanofi porte un projet de 20 milliards hors de nos frontières et pourquoi plus généralement les investissements des étrangers en France sont très inférieurs aux investissements des entreprises à base française à l'étranger (en 2023, respectivement 35 milliards et 67 milliards) ?

En clair, pourquoi les entreprises françaises ne choisissent pas la France ? Cela devrait interpellier le ministre de la Souveraineté industrielle. Curieusement, Schneider Electric participe à ce colloque et a annoncé un investissement de 110 millions d'€. Ce pilier du capitalisme français s'est dénationalisé ou internationalisé, comme vous voudrez le dire, et est désormais une société européenne. Il peut donc enfin choisir la France. Mais les autres ?

Le chef de l'État va faire les yeux de Chimène au patron de BYD, présent au sommet, pour lui démontrer les avantages comparés de notre pays par rapport à ceux de Turquie, d'Espagne ou d'ailleurs, mais se refuse de convoquer le patron de Renault ou Peugeot pour quelques éclaircissements au sujet de leurs projets.

D'ailleurs, puisqu'on parle industrie, en quoi Amazon (300 millions d'€ en 2025), participe à la réindustrialisation et à la fameuse souveraineté ainsi que le géant américain de la logistique Prologis (6,4 milliards d'euros d'investissement en entrepôts et centres de données).

Apparemment, la réindustrialisation ne consiste pas seulement à monter ici des usines pour fabriquer des choses mais aussi à construire des entrepôts pour y stocker des biens usinés... ailleurs.

Fin 2024, la CGT avait alerté l'opinion publique sur les plans de fermeture d'entreprises et de secteurs particulièrement atteints par cette vague récessive, en particulier les fournisseurs automobiles (voir plus haut) et la chimie avec le destin emblématique de Vencorex (impliqué dans la fourniture de combustibles aux centrales nucléaires françaises, rien que cela !) repris très partiellement par une entreprise chinoise qui conserve 54 emplois sur... 460. Mais peut-être faut-il se féliciter que cette entreprise chinoise (*via* sa filiale hongroise) ait choisi la France ?

Alors que notre pays compte plusieurs dizaines de milliers d'entreprise, plus de 300.000 sites de production manufacturière, le gouvernement recense le nombre de sites qui ouvrent ou ferment et se réjouit d'un éventuel solde positif qui n'excède pas souvent la centaine. Seuls les esprits audacieux y verront le début d'une reconquête industrielle !

Le sommet au Châteaux de Versailles (une symbolique qui nous échappe un peu, une référence à Colbert ?) fait partie intégrante de cette agitation sans objet autour de la pérennité de l'industrie et d'un bon niveau d'activités économiques en France.

Sans objet, car le pouvoir politique dans lesdites démocraties libérales, complice du pouvoir du capital (« le pouvoir économique » en langage châtié), s'interdit d'interdire quoi que ce soit aux forces de l'argent. Le capital à base française continue de choisir de se valoriser ailleurs et il faut déployer des efforts fastueux (Versailles, présence d'un Président de la République, dans le rôle du maquignon en chef) pour attirer du capital pour qu'il

daigne envisager d'investir en France. Au passage, Il serait intéressant de rendre publiques les aides et encouragements accordés à ces hardis investisseurs.

Cette mise en scène ne va pas sans quelques remarques au sujet du *coût du travail* en France, pays dans lequel on ne travaille pas assez, surtout oserons-nous rétorquer les millions de chômeurs de catégorie A et B (temps partiel imposé). A entendre ce type de discours, les patrons, qui investissent en France, méritent des éloges pour leur courage face à cette masse de travailleurs de France apathiques et trop grassement rémunérés, même si, en dernière analyse, ce sont eux qui paient les agapes de Versailles.

Choose France appartient au dispositif idéologique du pouvoir qui entend ouvrir un champ de liberté total au capital, étant entendu que ce qui est autorisé aux investisseurs étrangers le sera à tous.

Enfin, comme la politique industrielle de gribouille du gouvernement actuel n'a aucune chance de succès, à la fin, l'échec sera attribué au modèle social français trop généreux. *Choose France ? Choose Capital !*